

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht)
« L'ennemi est dans notre propre pays » (Karl Liebknecht)

Yougoslavie, Palestine : la jeunesse aux premiers rangs des combats du prolétariat contre l'impérialisme

A travers toute l'Europe, des dizaines de milliers de jeunes se sont intéressés avec la plus grande sympathie aux événements par lesquels Milosevic et sa famille ont été chassé du pouvoir en République Fédérale Yougoslave. En dépit des efforts des médias pour fabriquer une version truquée des événements ce n'est ni par la désobéissance civile ni par les recours juridiques proposés par les « opposants » à Milosevic (ralliés derrière Kostunica, l'actuel président) que l'ancien apparatchik devenu le plus puissant propriétaire du pays a été abattu. « *la Révolution a été menée par la classe ouvrière et la jeunesse de Serbie, les étudiants et les lycéens* » a déclaré un dirigeant étudiant de Belgrade et c'est cette vérité qu'on voudrait nous cacher. C'est par la grève générale, les occupations d'usines, par la marche des travailleurs et des jeunes de tout le pays sur la capitale, par la prise d'assaut du parlement enfin. C'est par les méthodes traditionnelles du mouvement ouvrier dans les périodes révolutionnaires que les masses de Serbie ont viré le dictateur Milosevic. Immédiatement, les ouvriers ont commencé à chasser les « nouveaux riches » des usines qu'ils s'étaient appropriées lorsque Milosevic a liquidé la propriété d'État des moyens de production. Mais ce mouvement comparable à celui des ouvriers français de la Commune de Paris ou à celui des ouvriers russes en 1905 ne peut aboutir sans installer au pouvoir son gouvernement, un gouvernement ouvrier appuyé sur la démocratie des conseils élus dans chaque usine, chaque localité, chaque université. En 1917, c'est l'existence du parti bolchevique qui a permis à la révolution de porter au pouvoir un gouvernement ouvrier, expropriant le capital et les grands propriétaires terriens.

En Serbie, la question de la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire se pose nécessairement : un tel parti devrait inscrire dans son programme l'indépendance totale des peuples des Balkans (Kosovo,..) et l'exigence du départ immédiat de toutes les troupes impérialistes de la région. A l'inverse le gouvernement Kostunica prétend défendre la restauration du capitalisme dans toute la région, c'est pour cela qu'il continue la politique nationaliste de domination de la Serbie combinée avec la volonté d'ouvrir le marché yougoslave aux capitaux étrangers (avec les conséquences qu'on peut attendre pour les travailleurs et la jeunesse : liquidation de pans entiers de l'économie, chômage et misère accrus, sauf pour une poignée de propriétaires mafieux). Le Kosovo aussi avance vers « l'économie de marché » sous le contrôle des impérialismes : « *le gouvernement intérimaire international s'attelle à la privatisation des grandes entreprises* » (Le Monde du 28/11/2000). Pour les masses, cela signifie un chômage de masse (« 65% des individus en âge de travailleur sont économiquement inactifs ou sans emploi »).

En France, l'ennemi est dans notre propre pays. L'expression de la solidarité de la classe ouvrière et de la jeunesse passe par l'exigence adressée aux dirigeants des organisations ouvrières : votre responsabilité est de combattre pour le retrait immédiat de troupes impérialistes et en premier lieu françaises des Balkans. A l'Université, telle est la responsabilité des dirigeants de l'Unef-id et de l'Unef.

En Palestine aussi, l'ordre impérialiste provoque la guerre et la misère. Les masses sont acculées à la révolte contre l'État colonial d'Israël, contre le sionisme. En Palestine, contrairement à ce que l'idéologie dominante veut nous faire croire, il ne s'agit pas d'une guerre de religion ni même d'une lutte entre le peuple arabe et le peuple juif. Les accords d'Oslo signés à Washington en 1993 (signés sous l'égide de l'impérialisme américain par Arafat et le gouvernement du parti travailliste israélien) n'avaient pas pour but « la paix » comme l'expliquent nombre de dirigeants politiques (dont ceux du PS, du PCF et de la LCR) mais visaient à domestiquer les masses palestiniennes. Il ne peut y avoir aucun compromis, aucune coexistence harmonieuse entre l'Etat d'Israël et les aspirations du peuple palestinien.

L'État d'Israël, État colonial est né en 1948, au compte de l'impérialisme américain avec le soutien de la bureaucratie d'URSS, d'une guerre d'expulsion de la population palestinienne de leurs villages, de leurs terres (700 000). La Palestine était depuis 1922 un territoire sous mandat britannique. Mais à la sortie de la Deuxième guerre mondiale, l'impérialisme anglais doit céder le terrain à l'impérialisme dominant, l'impérialisme américain. La Palestine fait l'objet en 1947 d'un plan de partage de l'ONU en trois zones (56% d'État Juif, 43% d'État arabe et une zone internationale sous la tutelle de l'ONU (dont Jérusalem). Ce plan déclenche l'hostilité de l'impérialisme anglais et des pays arabes alors que l'impérialisme américain, l'URSS et les Juifs de Palestine l'approuvent. En 1948, les troupes anglaises sont contraintes de partir et laissent la place aux milices juives qui investissent des morceaux de territoires.

Les différentes guerres ont amené le déplacement de centaines de milliers de Palestiniens suite à l'occupation de nouvelles terres (en particulier en Cisjordanie). Aujourd'hui, 4 millions de Palestiniens vivent ainsi, déportés, entassés dans les camps, dans des conditions de misère épouvantables. Le maintien de l'État d'Israël implique l'écrasement permanent des masses palestiniennes. Leur combat s'est dressé contre les accords de Washington dits d'Oslo qui consistaient à obtenir d'Arafat qu'il fasse la police contre les masses palestiniennes après avoir reconnu officiellement l'État d'Israël. Cet État colonial joue le rôle de gendarme au compte de l'impérialisme américain afin de domestiquer les masses arabes de l'ensemble du Moyen-Orient.

Aujourd'hui l'isolement des masses palestiniennes est total. La responsabilité du mouvement ouvrier international est immense. La solidarité internationale aux masses palestiniennes n'est pas affaire de grandes déclarations aussi radicales puissent-elles être.

En 1847, lors d'un meeting de commémoration de l'insurrection polonaise de 1830, Karl Marx s'adressait aux dirigeants politiques de la classe ouvrière anglaise (les chartistes) de la façon suivante :

« La Pologne ne sera pas libérée en Pologne, mais en Angleterre. Vous autres, chartistes, vous n'avez donc pas à former des vœux pieux pour la libération des nations. Battez vos propres ennemis, à l'intérieur, et vous pourrez avoir conscience d'avoir battu toute la vieille société. »

La responsabilité des organisations ouvrières de France est de prendre clairement position :

- **pour le droit inconditionnel du peuple palestinien à recouvrer l'entièreté de son territoire spolié par la création de l'État d'Israël, État étranger.**

L'État français, son gouvernement ont une responsabilité particulière. En leur nom, en février, le premier ministre Jospin est allé en Palestine affirmer son soutien à L'État d'Israël. Les étudiants ainsi que le personnel de l'université palestinienne de Bir-Zeit se sont dressés contre ce représentant de l'impérialisme : ils l'ont reçu à coups de pierres.

Affirmer la solidarité de la jeunesse étudiante de France à l'égard de leurs camarades de Palestine c'est combattre pour que cesse le soutien du PS et du PCF au gouvernement PS-PC-Radicaux-Verts-Citoyens, gouvernement qui s'est mis en place contre la volonté des masses exprimée en juin 97 par l'élection d'une majorité de députés du PS et du PCF à l'Assemblée nationale. Il faut exiger en particulier des dirigeants de l'Unef-id, de l'Unef qu'ils organisent le combat contre le gouvernement Jospin, ardent défenseur des intérêts de l'impérialisme français qui soutient l'État d'Israël. Sans le soutien de l'impérialisme, l'État d'Israël n'aurait aucune existence.

Aujourd'hui sur cette question, la soumission des dirigeants du mouvement ouvrier français à l'impérialisme s'exprime par l'affirmation : il n'y a pas d'alternative à l'existence de l'État d'Israël.

C'est pourquoi la solidarité concrète à l'égard des masses palestiniennes passe par le combat pour exiger des dirigeants de l'Unef-id, de l'Unef :

- **dénoncez le processus des accords de Washington destiné à écraser le peuple palestinien.**

Trahies de toutes parts, la jeunesse et les masses palestiniennes ont besoin d'une perspective politique : le combat pour une assemblée constituante (les palestiniens ayant recouvré l'ensemble de leur terre), pour les États-Unis Socialistes du proche et Moyen-Orient ; ce qui implique la destruction de l'État d'Israël. Ce combat nécessite la construction d'un véritable parti, d'un syndicat ouvrier. Pour cela, en Palestine comme en France, il faut une avant-garde organisée sur le programme de la révolution socialiste, et sur cette perspective une organisation révolutionnaire de la jeunesse.

En France, la politique du gouvernement Jospin est également complètement dirigée contre les intérêts de la jeunesse. En effet, il poursuit la politique de destruction des diplômes nationaux pour faire baisser les salaires, accroître la flexibilité et la polyvalence, pour dévaloriser la force de travail. Cette offensive générale ne peut avoir lieu que grâce à la participation des directions syndicales notamment étudiantes à l'élaboration des réformes.

Ce que la bourgeoisie et le gouvernement exigent, c'est que les représentants étudiants collaborent à tous les niveaux à la mise en place des réformes.

A l'Université, les dirigeants de Unef-id et de l'Unef annoncent la tenue d'un congrès de « refondation du mouvement étudiant ». S'agit-il d'effacer la scission perpétrée en 1970 par les dirigeants de l'UEC (liée au PCF) ? Non, le but d'un tel congrès, sous couvert de réunification des deux Unef, est de liquider le syndicalisme étudiant. Les étudiants se trouveront ainsi dépossédés de leur outil syndical, permettant de centraliser leur combat contre les réformes et le gouvernement. A l'inverse, la direction de l'Unef-id entend en finir avec toute tradition de combat des étudiants défendant leurs intérêts et liés, en tant que jeunes travailleurs en formation, au mouvement ouvrier. Pendant la guerre d'Algérie, c'est à l'appel de l'Unef que les organisations ouvrières ont dû prendre position contre l'intervention de l'État colonial français.

Aujourd'hui, le gouvernement veut en finir avec toute référence nationale des diplômes : c'est le sens du projet de loi sur la modernisation sociale. Le gouvernement s'appuie pour ce faire sur la mise en place des Licences Professionnelles. Mais le cadre national des diplômes demeurent. C'est pourquoi le gouvernement doit s'attaquer au monopole de l'État sur la délivrance des diplômes pour adapter le système de certification « *aux aspirations de promotion individuelle et à l'évolution des besoins du marché du travail* » par la validation d'acquis (voir article sur la rentrée universitaire dans ce numéro).

La déqualification des jeunes diplômés est déjà une réalité : les emplois-jeunes illustrent cet état de fait. Dans les écoles, nombre « d'aides-éducateurs » sont amenés à se substituer aux enseignants non remplacés. Dans les collectivités territoriales, des jeunes disposant d'une maîtrise voire d'un DESS occupent des fonctions de cadres territoriaux, assumant parfois la gestion d'une structure (syndicat d'initiative) ou ayant la charge d'un service (communication), le tout payé au SMIC. C'est intolérable alors que le nombre de postes ouverts aux concours est dérisoire par rapport au nombre d'inscrits (10%). Aujourd'hui le gouvernement entend « *maintenir les fonctions qu'ils (les emplois-jeunes) occupent* », déclarait J.Lang au Monde, jeudi 16/11. En demandant la pérennisation de ces « nouveaux métiers », qui n'ont de nouveaux qu'en terme de rémunération et de déqualification, les directions des organisations syndicales, le PC, le PS, la Gauche Socialiste et les JC cautionnent la politique du gouvernement. Pour en finir avec ces emplois ultra-précaires, il faut exiger des organisations syndicales (en particulier des syndicats étudiants) qu'elles organisent le combat pour l'abrogation de la loi instaurant les emplois-jeunes, pour l'ouverture massive des postes aux concours permettant ainsi à une masse de jeunes diplômés d'être recrutés sur des postes de titulaires. Quant aux contrats emplois-jeunes, ils doivent être remplacés par des personnels statutaires recrutés sur concours. L'avenir de la jeunesse n'est pas dans la « pérennisation » de leur précarité et surexploitation, mais dans le recrutement massif de personnels statutaires et qu'on donne aux emplois-jeunes la possibilité de préparer les concours.

Dans un contexte de capitalisme pourrissant, parasitaire, la bourgeoisie combat pour reprendre tous les acquis que les mobilisations révolutionnaires lui ont arrachés. Le seul avenir que le capitalisme trace à la jeunesse c'est la précarité à tous les niveaux, la flexibilité, la polyvalence, la soumission aux patrons, la misère, etc....

Peut-on accepter d'être condamnés de la sorte ?

Il existe une autre solution : seul un gouvernement issu de la mobilisation révolutionnaire des masses pourrait mettre fin à la dictature du capital et assurerait la réorganisation de la production dans une finalité sociale.

Mais un tel gouvernement, un gouvernement ouvrier ne peut surgir du néant.

La société bourgeoise, son État, son armée, sa police ne laissent pas le choix. C'est parce qu'il existait le parti bolchevique, que la révolution russe est venue à bout des troupes tsaristes, des armées impérialistes qui voulaient écraser les masses, leur révolution.

Aujourd'hui comme en 1917, pour mettre à bas la propriété privée des moyens de production concentrant le capital dans les mains d'une infime minorité qui dicte sa loi à toute la société, il faut construire une organisation révolutionnaire de la jeunesse combattant aux côtés des travailleurs pour leur émancipation. Le développement de l'humanité exige de réorganiser les moyens de production en fonction des besoins des masses et sous leur contrôle, selon un plan rationnel.

C'est pour discuter de quelle organisation de la jeunesse nous avons besoin que les jeunes révolutionnaires vous invitent à participer à des cercles autour du bulletin Révoltes.